

**Union européenne - Attaque à  
Londres - Migrations - Point de  
presse de M. Matthias Fekl,  
ministre de l'intérieur, à l'issue du  
conseil justice et affaires intérieures  
(Bruxelles, 27 mars 2017)**

Bonjour, merci de votre présence. Je vais vous dire quelques mots à l'issue du conseil justice et affaires intérieures, mon premier conseil de l'UE ici à Bruxelles au titre de mes nouvelles responsabilités, qui m'ont été confiées par le président de la République et le Premier ministre la semaine dernière. J'ai d'abord rencontré sir Julian King pour échanger avec lui sur l'ensemble des sujets de sécurité. Nous nous connaissons bien, de par ses responsabilités d'ambassadeur à Paris auparavant, et nous avons décidé ensemble d'être en contact extrêmement étroit sur l'ensemble des sujets d'intérêt commun.

J'ai eu aussi des échanges avec mon homologue britannique et avec mon homologue allemand. Mon homologue britannique pour lui réitérer les condoléances de la France. Je les avais exprimées la semaine dernière. Également pour lui dire que, bien sûr, nous allions ensemble renforcer toujours plus nos coopérations en matière de sécurité, de lutte contre le terrorisme. Londres, Paris, deux grandes villes européennes, deux magnifiques capitales européennes, qui ont été frappées par la barbarie terroriste, mais qui font face. À Londres, c'est le coeur de la démocratie qui a été attaqué avec le parlement. Ce sont aussi les forces de l'ordre, qui sont les gardiens de la démocratie. Et ce sont des citoyens. Ainsi, je souhaitais, puisque nous comptons aussi des français parmi les blessés, avoir cet échange avec elle.

Je me rends maintenant avec Thomas de Maizière au parlement européen, à la commission LIBE pour échanger sur tous les sujets d'intérêt commun. Il faut y voir plusieurs raisons. D'abord, un attachement commun au parlement européen, à son rôle essentiel dans la construction communautaire, dans l'avenir de l'Europe, qui passe aussi par un renforcement de la démocratie et du contrôle démocratique sur l'ensemble des sujets. Et puis une volonté d'oeuvrer en franco-allemand. Je l'ai toujours fait sur mes sujets au titre du commerce extérieur. C'est de cette manière que nous avons fait bouger beaucoup de choses. Et mes prédécesseurs l'ont toujours fait aussi, sur les questions relevant du conseil justice et affaires intérieures. C'est absolument indispensable. Dans une démarche bien sûr ouverte à l'ensemble de nos partenaires européens. Mais, le couple franco-allemand, le moteur franco-allemand, reste absolument indispensable et déterminant pour faire avancer les choses.

Nous avons eu ensuite des travaux en conseil, très approfondis sur toute une série de sujets. Je souhaite ici m'attarder surtout sur la question du système d'enregistrement des entrées et sorties, qui est indispensable. Puisque vous savez que l'Union européenne, l'espace européen, ne restera un espace de sécurité et de liberté qu'à une seule condition : que nous parvenions ensemble à sécuriser nos frontières et à assurer qu'elles puissent être contrôlées, que nous puissions accueillir dignement les réfugiés qui ont vocation à rester en Europe, conformément à notre tradition d'asile. Mais en même temps, nous devons savoir qui entre, et qui sort. Nous

sommes donc attachés au mécanisme tel qu'il est proposé aujourd'hui, mais qui doit inclure aussi le recensement des ressortissants communautaires. Beaucoup d'attentats ont été commis par des citoyens originaires de l'Union européenne. Donc la France est extrêmement attachée à cela.

Nous avons eu des échanges sur ce sujet, sur beaucoup d'autres aussi. La question de l'entrée dans l'espace européen, la question des politiques migratoires. Il s'agissait d'échanges extrêmement constructifs.

(...)

Q - Est-ce que de nouveaux engagements ont été pris aujourd'hui avec vos homologues lors de ce Conseil de l'UE, que ce soit en termes de relocalisation ou en termes de politique de retour ?

R - Il n'y avait pas de point décisionnel aujourd'hui. C'était un tour de table, mais très important en ce que l'Europe ne peut avancer qu'ensemble sur ces sujets. Tous ceux qui veulent faire croire, aux quatre coins de l'UE, qu'un pays seul peut répondre à des défis globaux et de long terme, sont des menteurs, purement et simplement.

Ici se construit, à 28, avec toutes les difficultés que cela implique, mais avec la volonté d'avancer, une politique de sécurisation des frontières extérieures de l'UE, et une politique qui permettra de rétablir le grand espace de liberté et de sécurité en Europe. C'est la volonté de tous, avec des difficultés bien sûr qui existent dans chaque pays./.